

ANNÉE 1927

THÈSE

No 99

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927

PAR

M. DECHAMBRE (Edmond-Ernest)

Né à Charenton-le-Pont (Seine), le 17 Janvier 1895

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Les Assurances des Chevaux contre les Accidents

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine

Assesseurs { M. ROBIN } Professeurs à l'École Nationale
 { M. COQUOT } Vétérinaire d'Alfort.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaité (XIV^e)

1927

**Les Assurances des Chevaux
contre les Accidents**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ANNÉE 1927

THÈSE

N° _____

POUR LE

DOCTORAT VÉTÉRINAIRE

(DIPLOME D'ÉTAT)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1927

PAR

M. DECHAMBRE (Edmond-Ernest)

Né à Charenton-le-Pont (Seine), le 17 Janvier 1895

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Les Assurances des Chevaux contre les Accidents

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine

Assesseurs { M. ROBIN } Professeurs à l'École Nationale
 { M. COQUOT } Vétérinaire d'Alfort.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT
47, Rue de la Gaité (XIV^e)

—
1927

Personnel Enseignant de l'École Vétérinaire d'Alfort

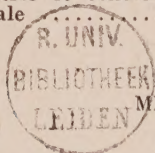
Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires, P.-J. CADOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS ET CHARGÉS DE COURS

Anatomie descriptive des animaux domestiques	MM. BRESSOU.
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON.
Physique et Chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; Zoologie	HENRY.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique; sémiologie et propédeutique, jurisprudence	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale médecine opératoire et ferrure	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique	MOUSSU.
Pathologie générale et microbiologique, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique; autopsies	PETIT.
Zootéchnie et économie rurale	DECHAMBRE.
Agronomie, botanique et hygiène; matière médicale	DECHAMBRE et HENRY.
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	VERGE.



AGRÉGÉS

MM. LESBOUYRIES - VERGE.

CHEFS DE TRAVAUX

MM. DELMER.
LESBOUYRIES.

M. VERGE.

MM. MONVOISIN.
MOUSSU (R.).

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

A MES PARENTS

A MA SŒUR

En témoignage de profonde affection

A MES JUGES

Respectueux hommage

AVANT-PROPOS

Les assurances des chevaux contre les accidents constituent une question très importante à laquelle les vétérinaires se trouvent intéressés, soit comme experts auprès des Compagnies d'Assurances, soit comme défenseurs des intérêts de leurs clients. Or, la bibliographie vétérinaire est fort pauvre en cette matière. Des confrères éminents se sont cependant attachés à créer une jurisprudence de la question. Ils y sont arrivés en fait, mais ils n'en ont pas beaucoup fait répandre la connaissance, aussi les vétérinaires sont-ils souvent embarrassés et soutiennent-ils de bonne foi au nom de leurs clients des demandes d'indemnité que rien ne justifie en droit, ni en fait, d'où des litiges qu'aurait pu éviter une connaissance plus exacte de la question.

Il faut remarquer tout d'abord qu'à l'inverse de beaucoup d'autres Etats, la France ne possède pas de législation spéciale pour les assurances. Les assurances maritimes sont seules réglementées en détail par le Code de Commerce (art. 332 à 396 ; modifiés par la loi du 2 août 1885) ; les autres sont régies par diverses lois, mais sur quelques points particuliers seulement, aussi reste-t-il à leur sujet

des lacunes considérables, comblées soit par l'application des principes généraux du droit, soit par analogie avec les dispositions concernant les assurances maritimes qui ne paraissent présenter rien de particulier aux risques de mer, ni de contraire au droit commun. Une large marge subsiste encore pour les conventions des parties, c'est pourquoi les « conditions générales » ou « particulières » des polices ont une si grande importance. C'est toujours à elles qu'il faut se reporter en cas de doute. Du reste, les formules de contrats se simplifient de plus en plus et leurs conditions s'uniforment entre les diverses compagnies.

Avant d'aborder l'étude des contrats-types et du règlement des accidents, il nous paraît indispensable d'exposer d'abord les charges qui incombent à l'auteur responsable d'un accident.

Lorsqu'un cheval est blessé, les conséquences économiques de l'accident, variables avec sa gravité, peuvent se classer ainsi :

1° Le cheval est tué ou meurt peu de temps après l'accident.

2° La blessure n'est pas curable économiquement. C'est-à-dire que la guérison est peu probable ou tout au moins sera incomplète et laissera l'animal difficilement utilisable, que les frais de traitement ou d'entretien du cheval seront supé-

rieurs à sa valeur, surtout si l'on tient compte de la vente à la boucherie qui permet de réduire sensiblement la perte.

3° La blessure est de gravité variable, mais la guérison économique est certaine, soit que l'on obtienne la guérison complète laissant peu ou pas de traces, soit qu'il reste des tares inesthétiques ou des lésions chroniques entraînant une diminution de rendement du travail, mais permettant cependant l'utilisation de l'animal.

4° La blessure est légère, l'animal continue son service et n'en conservera aucune trace.

Cette division est évidemment très artificielle, car si la distinction entre les extrêmes est facile et ne prête pas à discussion dans bien des cas de blessures graves, la conduite à tenir est plus délicate à préciser, c'est justement là que les experts ont à user de tout leur savoir pour agir au mieux des intérêts qui leur sont confiés.

*
**

L'indemnité due par l'auteur responsable d'un accident doit être estimée d'après deux principes opposés, qui se font équilibre :

1° L'auteur responsable doit la remise des choses en l'état antérieur, il est tenu des conséquences directes de l'accident.

2° Nul ne doit tirer profit d'un accident.

D'après ces données on voit tout de suite ce que doit représenter l'indemnité :

Dans le premier cas, lorsque le cheval est tué ou meurt peu de temps après l'accident, l'indemnité due au propriétaire est égale à la valeur marchande du cheval tué, estimation faite au moment de l'accident, et non à la somme qui sera déboursée ultérieurement pour remplacer cet animal.

Si le cheval tué est âgé, usé, taré, le propriétaire ne peut demander une indemnité représentant la valeur d'un cheval jeune et net « car nul ne doit tirer profit d'un accident ». L'accident n'oblige pas le lésé à déboursier une somme supérieure à la valeur marchande du cheval tué ; s'il achète un cheval plus jeune, plus fort, c'est qu'il espère en tirer un meilleur parti et l'utiliser plus longtemps.

Aussi évident que ce point puisse paraître, nous pensons utile de le souligner dès maintenant car il est le sujet de discussions fréquentes.

Lorsque le cheval peut être livré à la boucherie, le prix de cette vente vient évidemment en diminution sur le montant de l'indemnité.

Dans les autres cas l'animal n'étant pas tué et son traitement étant décidé, la réparation du préjudice causé au propriétaire devra comprendre :

a. — Une indemnité de privation de jouissance ou chômage pendant toute la durée de l'indisponibilité.

b. — Une indemnité de dépréciation, si l'animal reste taré temporairement ou définitivement.

c. — Le remboursement des frais de traitement (honoraires du vétérinaire et médicaments).

Nous allons voir comment ces indemnités doivent être fixées et sur quelles bases l'on doit les estimer.

CHAPITRE PREMIER

DU CHOMAGE

Que doit-on entendre par indemnité de privation de jouissance, ou plus implemment de « chômage » ?

Pour les uns c'est une indemnité qui doit représenter l'entretien du cheval blessé et la location de son remplaçant, ce qui est inadmissible puisque le propriétaire aurait gratuitement les services d'un cheval.

Pour d'autres, le chômage doit correspondre au taux de location d'un cheval de remplacement.

Nous estimons que le chômage, indemnité d'immobilisation et non de remplacement, doit comprendre l'entretien du cheval blessé et la rémunération des capitaux qu'il représente ou qui sont engagés en vue de son usage. Ce mode d'estimation conduit du reste à adopter un tarif assez voisin du taux de location des chevaux : un loueur consciencieux qui prête ses animaux régulièrement

pour une assez longue durée devrait logiquement établir ses tarifs d'après les bases mêmes que nous allons exposer.

Pour nous fixer à ce sujet il faut nous reporter à la jurisprudence concernant la circulation.

L'auteur responsable d'un tel accident doit la réparation de la chose endommagée et du préjudice direct causé par la privation de jouissance de cette chose et non son remplacement. Il y a lieu de distinguer le dommage propre causé par cette privation de jouissance et le « manque à gagner » qui peut en être la conséquence.

L'accident détermine la privation de jouissance, préjudice certain, suite immédiate et directe de la faute. Les capitaux représentant la valeur du cheval engagés en vue de son usage sont rendus improductifs pendant l'indisponibilité. L'évaluation du dommage a donc pour bases certaines les sommes ainsi rendues momentanément sans objet.

Par contre la perte d'un gain essentiellement incertain, excédant la rémunération commerciale des sommes envisagées, constitue un préjudice indirect : il ne s'agit plus seulement du cheval blessé mais du résultat hypothétique d'une entreprise dont il est un rouage, plus ou moins important certes, mais susceptible d'être remplacé par un autre procurant le même profit.

Enfin il ne faut pas oublier que l'immobilisation d'un cheval doit entrer dans les prévisions de

toute entreprise, car son usage reste aléatoire de par sa nature en raison, par exemple, des maladies possibles.

Le dommage direct et certain, dont le tiers est tenu responsable (article 1151 du Code Civil) est donc limité, par le coût de l'usage du cheval ; le bénéfice incertain d'une entreprise ne doit pas entrer en ligne de compte.

La conclusion équitable de ce qui précède est que le préjudice dû à la privation de jouissance d'un cheval a pour expression :

1° l'intérêt commercial (12-15-20 %) dans le cas d'un cheval affecté au commerce ou à l'industrie, du capital représentant la valeur du cheval immobilisé, seule valeur à envisager car ce serait celle qui entrerait en compte en cas de perte totale, et, dans le cas d'un cheval de luxe, 6 %, taux légal de l'intérêt.

2° les frais d'entretien ou exposés en vue de l'usage du cheval : nourriture, pansage, loyer de l'écurie, amortissement, impôts, assurances, etc... tous frais dont la charge subsiste sans contre-partie du fait de la faute.

3° les intérêts de ces sommes ainsi rendues sans effet. C'est d'après ces bases que les experts du tribunal de Commerce de la Seine ont fixé le tarif du chômage à 24 francs pour les chevaux de commerce, chiffre maximum qui doit être réduit pour la province en tenant compte des frais moindres nécessités par l'entretien d'un cheval.

Bien entendu, de même que tous les tarifs s'appliquant à des cas variés, celui-ci peut être critiqué, mais il n'en reste pas moins qu'il est assez facilement accepté par les propriétaires et que les discussions à ce sujet sont exceptionnelles.

Si du reste l'on venait à accepter les factures de location comme bases pour l'indemnité d'immobilisation, on arriverait à des résultats peu équitables ; ainsi lorsque le nombre des chevaux de l'écurie permet de continuer le service sans en louer, à quelle indemnité aurait droit le propriétaire ?

D'autre part les abus ne manqueraient pas non plus : il arrive qu'on nous présente des factures de location de gros camion-autos en remplacement d'un modeste attelage de maraîcher.

Durée du chômage. — L'estimation de la durée du chômage n'entraîne en général aucune discussion surtout si, après guérison complète le cheval peut reprendre normalement son service. Mais lorsqu'il n'en est pas ainsi on peut éprouver des difficultés assez sérieuses, certains propriétaires se refusant, à tort ou à raison, à faire travailler le cheval tant qu'il n'a pas récupéré complètement ses facultés primitives.

Par exemple le cheval peut rester boiteux et l'affaire donnant lieu à des démêlés devant les tribunaux, il y a lieu de faire pratiquer des expertises. Pendant tout ce temps le propriétaire ne peut se défaire du cheval. Est-il en droit de demander

du chômage jusqu'au jour de l'expertise, sans préjudice d'une forte dépréciation ? Nous estimons que non et que le chômage doit s'arrêter au jour de la consolidation de la blessure, c'est-à-dire au moment à partir duquel l'état du blessé est resté stationnaire. La dépréciation étant précisément destinée à couvrir la perte due à l'incapacité de travail partielle. Si on prolongeait le chômage les deux indemnités feraient double emploi.

Il peut évidemment se présenter des cas spéciaux, par exemple lorsque les expertises ont été particulièrement longues à obtenir ; si le propriétaire a dû conserver un cheval inutilisable, il pourra avoir droit à une indemnité supplémentaire mais celle-ci ne devra représenter que les frais d'entretien du cheval, et être calculée sur un tarif notablement plus réduit que celui du chômage.

CHAPITRE II

DE LA DEPRECIATION

Après la consolidation des blessures, il peut rester des tares diverses entraînant une diminution de la valeur marchande du sujet. Cette perte doit être compensée par une indemnité dite de dépréciation. On se trouve ici en présence des cas les plus divers, depuis la simple cicatrice peu apparente jusqu'à l'exostose parfois énorme, entraînant l'ankylose d'une articulation importante. Dans ces conditions il serait fort souhaitable d'avoir un barème permettant de résoudre les diverses situations, mais la création d'une telle table rencontre les plus grandes difficultés en raison justement de la variété et de la multiplicité des cas qui se présentent.

Cependant nous croyons utile et possible de donner quelques indications générales sur le montant de la dépréciation dans les quelques cas de blessures qui se présentent le plus souvent ou sont

les plus délicats à résoudre ; nous envisagerons ainsi successivement : les cicatrices simples, les cicatrices de couronnement, les cicatrices entraînant une gêne fonctionnelle, une boiterie en particulier.

A. — *Cicatrices simples.*

Sous ce terme nous entendons désigner la réparation de blessures généralement superficielles, n'ayant intéressé que la peau et une faible étendue de tissu musculaire.

La cicatrice est souvent peu visible, linéaire, cachée par les poils. La dépréciation est nulle ou insignifiante.

B. — *Couronnement.*

Les blessures de couronnement sont généralement peu graves mais comme ce sont des plaies contuses, elles laissent facilement des traces qui sont considérées comme une tare particulièrement déshonorante. Cette importance capitale attachée au moindre signe de couronnement date certainement de l'époque où le cheval était surtout utilisé comme animal de selle : il reste incontestable que le fait de tomber sur les genoux ou seulement de buter fréquemment est un grave défaut pour un cheval destiné à ce service : un cavalier ne se sent pas en sécurité sur lui. Aussi est-ce avec juste raison que l'on attachait autrefois beaucoup d'import-

tance au moindre indice révélant quelque faiblesse des membres antérieurs ; les cicatrices de couronnement étant des signes de chute indiscutables et très apparents, les chevaux qui les présentaient étaient justement très dépréciés.

Mais ici comme souvent, il faut se garder de confondre la cause avec l'effet : maintes fois le couronnement est provoqué par la faiblesse des membres ; il est cependant fréquent d'entendre soutenir que la faiblesse constatée après la chute est due au couronnement, alors que manifestement la cicatrice n'entraîne aucune gêne fonctionnelle.

L'étendue ou la gravité de la cicatrice de couronnement n'influe que peu sur le montant de la dépréciation. La moindre trace de plaie sur le milieu de la face antérieure du genou est fort sévèrement jugée. Les lésions de couronnement se présentent du reste sous des aspects assez divers : parfois il ne reste qu'une simple ondulation des poils, d'autres fois les bulbes pileux ont été déviés et les poils sont hérissés ; il arrive que les poils repoussent d'une teinte plus claire que ceux qui les environnent rendant ainsi très apparente une lésion légère. Généralement il reste au milieu du genou une cicatrice glabre, circulaire d'un diamètre très variable ; parfois très réduite, elle peut exceptionnellement atteindre plusieurs centimètres de diamètre. Enfin il peut arriver que dans la chute la peau n'ait pas été lésée, mais le périoste contusionné prolifère et détermine une exostose très

apparente ; il peut aussi se former un hématôme qui laissera une induration très visible de profil et surtout perceptible au toucher.

Logiquement la trace de couronnement devrait seulement mettre en éveil l'acheteur et l'engager à rechercher s'il n'existe pas une gêne locomotrice quelconque ayant pu provoquer la chute (forme, ankylose du boulet, effort de tendon, etc.). En l'absence de celle-ci la suspicion de faiblesse est portée à tort ; la chute a réellement été accidentelle et le cheval ne tombera pas plus souvent qu'un autre, une dépréciation élevée n'est donc pas justifiée.

Au lieu de considérer le couronnement comme une tare par lui-même on devrait donc le regarder seulement comme l'indice d'une tare pré-existante dont la présence se trouve ainsi décelée, extériorisée en quelque sorte, d'une façon qui éclate aux yeux les moins experts.

Mais la majorité des acheteurs préfère un cheval taré, porteur de volumineuses formes par exemple, à un cheval accidentellement couronné et net par ailleurs. C'est là une tournure d'esprit contre laquelle les vétérinaires devraient réagir, mais il est certain qu'actuellement un cheval couronné est très déprécié quel que soit son service.

Le docteur Nicolas a proposé des formules d'allure algébrique qui permettraient d'estimer facilement la dépréciation.

Ces formules sont établies à partir de la proportionnalité 1-4-9, ces chiffres représentant les car-

rés des rapports de vitesse des chevaux des divers services ; le pas pour le gros trait, le trot pour le trait léger, le galop pour la selle. La gravité des accidents provoqués par la chute du cheval étant considérée comme proportionnelle au carré de la vitesse.

Mais s'il est exact que la gravité possible d'un accident soit en proportion de la vitesse, il ne faut pas cependant négliger le poids : la violence du choc est exprimée par la formule $1/2 m V^2$. Pourquoi ne tenir compte que de la vitesse et négliger la masse ? Les accidents les plus graves ne sont pas uniquement causés par des véhicules légers marchant à vive allure, mais tout aussi bien par des attelages lourdement chargés évoluant à une vitesse moyenne, le petit trot par exemple.

Or il ne s'agit pas ici d'automobiles, mais de moteurs dont la puissance est limitée et les expériences de dynamométrie ont précisément démontré que m (poids du cheval + poids de la charge) diminue proportionnellement à V^2 , de sorte que le produit $m V^2$ reste sensiblement constant. Le maximum étant du reste atteint pour des charges transportées à des allures moyennes. Dans ces conditions il ne nous semble pas que la relation $1/2 m V^2$ puisse fournir une base utile à l'établissement de la formule cherchée.

Du reste les résultats obtenus par les formules du D^r Nicolas s'écartent véritablement trop des indemnités régulièrement allouées dans la prati-

que pour qu'il soit possible de les appliquer et leur base est trop fragile pour permettre une défense solide devant les tribunaux.

Ce qui compte ici c'est la dépréciation commerciale, il faut donc subir les règles du marché tout en essayant de les réfréner parfois comme nous l'expliquions plus haut.

Voici dans quelles mesures varient les indemnités accordées pour chaque sorte de service. Les proportions indiquées ne sont qu'approximatives et se meuvent dans des limites déplorablement étendues ; les taux que nous indiquons sont ceux qui peuvent être appliqués à un couronnement simple, sans ankylose ni boiterie.

Pour les *chevaux de selle*, la dépréciation est très élevée, ce qui est juste, nous avons dit pourquoi.

Le couronnement a enlevé facilement $\frac{1}{3}$ de la valeur, souvent la moitié, parfois plus s'il s'agit de chevaux de très grande valeur.

Cependant il nous semblerait irrationnel de donner à un cheval de selle couronné une valeur bien inférieure à celle d'un cheval de voiture très voisin par le poids et le modèle et présentant la même tare : après l'accident les deux animaux pouvant faire le même service, ont une même valeur. Ce qui donnait auparavant une valeur supérieure au cheval de selle, c'était son dressage spécial : la plus-value due à celui-ci vient naturellement s'ajouter à la dépréciation subie par le

cheval de voiture. Mais il y a là une limite qu'il nous semble sage de ne pas dépasser en règle générale.

En ce qui concerne les *chevaux de trait* les indemnités élevées sont beaucoup moins justifiées ; cependant pour le trait léger, les chevaux de livraison au trot, elles varient du $\frac{1}{3}$ au $\frac{1}{5}$ de la valeur et pour les chevaux de gros trait du $\frac{1}{5}$ au $\frac{1}{4}$ au maximum.

Il est bien certain qu'un cheval travaillant au pas fera son service aussi bien après l'accident qu'avant, mais si son propriétaire veut le vendre, il est incontestable qu'il subira une forte perte et c'est précisément celle-ci que l'indemnité de dépréciation doit compenser.

Pour arriver à réduire le taux de la dépréciation, dans ce cas il faudrait modifier totalement la mentalité des acheteurs et des marchands, ce qui est bien difficile.

En ce qui concerne les couronnements successifs aucune nouvelle indemnité n'est due en principe. Quelques exceptions sont cependant admises : un seul genou était atteint d'abord, les deux le sont ensuite ; les premières cicatrices étaient peu visibles, les nouvelles sont difformes et très apparentes, etc...

C. — *Dépréciation pour boiterie.*

Lorsque l'inflammation aiguë consécutive à l'accident est atténuée, on se trouve parfois en pré-

sence de tares diverses qui provoquent une boiterie d'intensité variable : les plus fréquentes sont les *formes* consécutives à l'écrasement de la couronne et l'*ankylose du boulet* par périostite à la suite de contusion ou d'entorse. On peut aussi constater des *rétractions tendineuses*, des atrophies musculaires entraînant une gêne fonctionnelle de gravité variable.

C'est généralement au bout de 40 à 50 jours de traitement que ces lésions sont organisées. A ce moment, selon leur nature, on peut ou non essayer la cure avec quelques chances de succès. Parfois un travail modéré suffit à amener une amélioration progressive.

En résumé nous sommes d'avis de faire à ce moment deux catégories dans les chevaux boiteux :

1° Chevaux dont l'état est susceptible d'une amélioration lente mais certaine (*formes*, *suros*, par exemple).

2° Chevaux dont l'état peut être considéré comme définitif (*ankyloses articulaires*, *lésions tendineuses graves*, etc.).

Dans le premier cas l'indemnité ne doit couvrir qu'une perte de rendement temporaire, le cheval devant ultérieurement recouvrer presque intégralement sa valeur primitive.

D'après la durée probable de la boiterie et la gêne qu'elle impose, il est en général facile d'estimer la dépréciation.

Mais si la boiterie reste exagérée, incompati-

ble avec aucun service, ou si tout en restant modérée elle provoque une gêne telle que le cheval ne puisse reprendre son travail et que son propriétaire soit obligé de s'en défaire, il faut que l'indemnité de dépréciation compense cette perte qui est d'autant plus élevée que le cheval est plus jeune. Les experts devront donc se rendre compte du nouveau service que peut assurer le cheval et l'estimer en conséquence. La différence avec la valeur au moment de l'accident constitue la dépréciation.

CHAPITRE III

COMPLICATIONS OU INCIDENTS DIVERS

Il arrive parfois qu'au moment de la remise en service l'animal présente des troubles particuliers tels que l'hémoglobinurie, la fourbure ou que son caractère se trouve modifié et qu'il devienne peureux ou rétif.

Sont-ce des conséquences directes de l'accident devant entrer en ligne de compte dans l'estimation du dommage ? Nous pensons que non en principe, mais sur ce point il faut souvent envisager avec soin les causes ayant pu déterminer chaque cas particulier. Bien souvent les experts ne peuvent préciser l'origine de l'affection. En pareil cas ils agiront souvent sagement en conseillant aux parties de transiger plutôt que d'engager des procès interminables et d'issue douteuse.

Hémoglobinurie.

En ce qui concerne l'hémoglobinurie, le repos est insuffisant pour déterminer une crise, il faut en même temps une nourriture abondante et certaines circonstances favorables, probablement une prédisposition encore mal connue.

Un arrêt de la Cour d'Appel de Paris a été rendu à ce sujet le 18 novembre 1904. Monsieur Benjamin était arbitre dans cette affaire ; nous ne pensons pouvoir mieux faire, pour exposer notre point de vue, que de reproduire le rapport de cet éminent praticien.

RAPPORT DE MONSIEUR BENJAMIN

A Monsieur Cabaret, arbitre-rapporteur près le Tribunal de Commerce.

Monsieur l'Arbitre,

Vous avez bien voulu me demander mon avis au sujet d'un différend L... contre Compagnie des Omnibus, et vous m'avez prié de convoquer, pour les entendre, mes deux confrères MM. Mollereau et Mouilleron.

Monsieur Mollereau a exposé que 5 ou 6 jours après l'accident le cheval de M. L..., qu'il avait fait placer en liberté dans un box et soumettre à la ration d'entretien, avait été pris, au cours d'une promenade hygiénique, d'une attaque de paralysie à laquelle il avait succombé. Il a ajouté que la Compagnie Générale des Omnibus lui semblait devoir être rendue responsable de la perte de ce cheval, attendu que s'il n'avait pas été soumis au repos par suite de la blessure qu'il avait reçue, il ne serait pas devenu paralysé.

Monsieur Mouilleron a répliqué qu'il ne doutait pas que Monsieur Mollereau eut prescrit tout ce qui est indiqué en

pareil cas et surtout qu'il eut fait diminuer la ration, mais qu'il ne saurait absolument affirmer que ses ordres avaient été bien exécutés et que la Compagnie Générale des Omnibus ne saurait, à son avis, être rendue responsable de cette mort qui, par elle-même, était indépendante de la blessure que l'animal avait subie au paturon postérieur droit.

Monsieur Mollereau a répondu qu'il était sûr du palefrenier chargé de distribuer les aliments et que le cheval n'avait mangé que la ration prescrite.

Opinion de l'expert :

Je ne pense pas que la Compagnie Générale des Omnibus doive être rendue responsable en totalité de la perte de l'animal, qui était immobilisé, il est vrai, du fait de sa blessure, mais qui a dû contracter sa paralysie par suite de circonstances qui seront toujours inconnues mais qui ont dû être favorables à la production de la maladie. On peut, en effet je crois, poser en principe que, neuf fois sur dix, cette affection apparaît sur des chevaux laissés au repos et trop abondamment nourris.

Je suis persuadé que Monsieur Mollereau a prescrit tout ce qui lui semblait capable d'écarter cet état maladif ; mais qui pourrait affirmer que derrière le palefrenier chargé de distribuer la ration il n'est pas venu quelqu'un donner de l'avoine à son insu ? Il est fréquent, en effet, d'observer pareils agissements dans un grand nombre d'écuries, les gens s'imaginant que les animaux au repos ne doivent pas être rationnés et que c'est un acte de cruauté que de les priver d'avoine.

J'estime donc qu'il est indéniable que c'est le repos causé par la blessure subie qui a été le facteur principal de la mort du cheval, mais il n'en est pas moins admissible aussi que personne ne saurait affirmer que l'animal a été strictement soumis au régime alimentaire prescrit avec le soin que Monsieur Mollereau apporte dans sa pratique journalière ; aussi mon opinion intime est qu'il a dû y avoir un écart dudit régime qui est la cause déterminante de la maladie.

Je crois donc équitable, en la circonstance, de faire partager la perte par moitié.

Mes deux confrères étant d'accord sur les chiffres du chômage qui aurait eu lieu, de la dépréciation qui aurait subsisté

après guérison, des frais du traitement, j'ai l'honneur de vous proposer, Monsieur l'Arbitre, de fixer le quantum du dommage total à la somme de mille soixante francs, se décomposant ainsi :

Vingt jours d'incapacité de travail à huit francs : cent soixante francs ;

Dépréciation : cent francs ;

Frais de traitement : cinquante francs ;

Moitié de la valeur du cheval : sept cent cinquante francs.

Veuillez agréer, etc...

Signé : BENJAMIN.

Le jugement rendu par le Tribunal de Commerce condamna la Compagnie des Omnibus à payer le cheval en totalité.

La Compagnie des Omnibus a fait appel de ce jugement. Voici l'arrêt de la Cour :

La Cour d'Appel de Paris, cinquième Chambre, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

La Cour,

Après avoir entendu les conclusions et plaidoiries respectivement reprises et développées à l'audience publique du dix-huit novembre mil neuf cent quatre :

Brizard, avocat de la Compagnie Générale des Omnibus, assisté de Fanet, son avoué, Dupuich, avocat de L..., assisté de Mourlaque, son avoué ;

Ensemble en ses conclusions, Monsieur Le Bourdellès, substitut du Procureur général ; et après en avoir délibéré conformément à la loi, la cause renvoyée à l'audience publique de ce jourd'hui pour le prononcé de l'arrêt ;

Statuant tant sur l'appel principal interjeté par la Compagnie générale des Omnibus que sur l'appel incident interjeté par L... du jugement rendu par le Tribunal de Commerce de la Seine, le dix-huit février mil neuf cent quatre.

Sur les dommages-intérêts.

En ce qui concerne la perte du cheval :

Considérant que l'expert attribue la mort de cet animal à un écart du régime prescrit par l'homme de l'art.

Qu'il en résulte que la perte ne se rattache à l'accident par un lien de cause à effet que dans une certaine mesure que la Cour, à l'aide des documents de la cause, fixe à moitié.

Que la valeur du cheval étant fixée à quinze cents francs, le dommage causé par la perte de l'animal ne doit être considéré comme la conséquence de l'accident que jusqu'à concurrence de sept cent cinquante francs.

Nous croyons devoir ajouter cependant qu'en pareil cas, les experts sont souvent encore plus catégoriques que M. Benjamin et qu'il est de règle de ne faire supporter aucune partie de la perte du cheval à l'auteur de l'accident.

Fourbure.

Ce que nous venons d'exposer pour l'hémoglobinurie peut s'appliquer à peu près exactement à la fourbure ; nous n'envisageons bien entendu ici que la fourbure par pléthore et non celle qui pourrait apparaître par suite de l'appui constant sur un même membre, l'autre membre du bipède étant immobilisé par les blessures.

Peur, rétivité.

Lorsqu'un cheval a subi un accident violent, il manifeste parfois une certaine crainte lorsqu'il se trouve en présence des véhicules ou des objets qui ont causé ses blessures, mais très fréquemment ce sentiment, très compréhensible du reste, s'atténue rapidement et le cheval reprend ensuite son service dans des conditions normales.

Mais malheureusement il arrive que certains animaux deviennent complètement rétifs ou peu-

reux et inutilisables. D'une façon générale pour ne pas dire constante, il s'agit de juments et si l'on fait une enquête sur les antécédents de la bête, on finit par apprendre qu'elle était déjà un peu « chatouilleuse » ou « sur l'œil » ; en pareil cas l'accident n'a été que la cause fortuite qui a aggravé un vice préexistant, entraînant déjà une moins-value de l'animal. Il ne s'agit là que d'une conséquence indirecte, tout à fait secondaire, de l'accident dont nous pensons que l'auteur ne doit pas porter la responsabilité. Il était à peu près fatal de voir apparaître un jour ou l'autre ces manifestations, le propriétaire devait s'y attendre et c'est à lui de les supporter.

Il ne faut pas oublier que des troubles de l'ovulation sont fréquents et agissent sur le caractère. Il n'est pas rare de voir une jument calme devenir agressive et dangereuse et nous avons précisément présent à l'esprit le cas d'une jument très douce, connue depuis plusieurs années, qui un matin s'est jetée à belles dents sur le palefrenier qui la soignait, lui faisant des blessures telles que le malheureux en mourut. Il ne s'agissait pas là d'une vengeance quelconque et le fait ayant failli se reproduire il fallut abattre la bête.

A notre avis la grande majorité des animaux qui deviennent peureux à la suite d'un accident étaient des prédisposés, leur tare serait apparue tôt ou tard, il n'est donc pas juste de l'imputer en totalité à l'auteur de l'accident.

CHAPITRE IV

FRAIS DE TRAITEMENT

Les frais de traitement comprennent les honoraires du Vétérinaire traitant et les frais de médicaments et pansements.

Il n'y a généralement pas de difficultés à ce sujet. En cas de discussion on doit se reporter au tarif syndical.

Cependant c'est à tort, trouvons-nous, que l'on fait souvent figurer dans les frais de traitement les visites faites par le vétérinaire du propriétaire, à la demande de celui-ci, pour discuter le montant des indemnités avec son confrère de la partie adverse. Le Vétérinaire sort ici de son rôle médical, il devient conseil de son client et ses honoraires ne sont pas dûs par l'auteur de l'accident pas plus que ceux des divers agents d'affaires qui peuvent avoir à s'occuper du litige.

Enfin il ne convient pas non plus que le propriétaire s'adresse pour des raisons personnelles

à un vétérinaire très éloigné de chez lui, ce qui augmenterait inutilement les frais de traitement.

Lorsque l'animal est soigné dans une infirmerie la note des frais doit subir une ventilation car certains font double emploi avec une partie du chômage : la nourriture, le logement en particulier. Si la facture porte le détail des soins donnés et l'indication du prix de pension, le compte est facile à établir. Lorsqu'il est seulement facturé un prix global, l'estimation est faite d'après les soins, la surveillance, etc... qui ont été nécessaires.

Dans les polices de contre-assurance étendue ou de tierce-assurance, il n'est pas question des frais de traitement, mais ils sont généralement réglés par la Compagnie. Il s'agit en somme de frais de sauvetage, destinés à réduire le sinistre et c'est celui qui en bénéficie qui doit les régler.

Cependant dans les cas où un traitement coûteux, entrepris sans l'assentiment de la Compagnie serait resté sans effet, nous croyons que la Compagnie serait en droit d'en refuser le règlement.

CHAPITRE V

LES CONTRATS D'ASSURANCES

Le contrat ou police d'assurance est une convention aléatoire (art. 1964, code civil) par laquelle l'assureur s'engage à indemniser l'assuré d'un dommage fortuit, moyennant le paiement par l'assuré, dans tous les cas d'une somme déterminée, la prime. Ce n'est pas un jeu ni un pari car il n'y a lieu à indemnité qu'en cas de dommage et, comme prix du risque, la prime est toujours due. Il en résulte que l'assurance ne peut jamais être pour l'assuré un moyen d'enrichissement, de même que par contre la prime n'est due que si les risques ont été courus.

Il en découle de nombreuses conséquences juridiques, mais celle qui nous intéresse le plus est que les estimations portées sur les polices ne donnent pas droit à des indemnités égales : l'assureur peut tenir compte de l'amortissement. Ces estimations acceptées sans contrôle de la Compagnie n'ont

pour but que de permettre l'établissement de la prime.

Il y a actuellement quatre modes d'assurance-accident, que l'on peut classer en deux catégories selon la nature de la garantie :

a) Assurances contre les accidents occasionnés aux tiers, ou assurances directes, ou assurances « pour ».

b) Assurances contre les accidents subis par l'assuré ou contre-assurances.

Selon l'étendue de la garantie on distingue :

1° La contre-assurance simple.

2° La contre-assurance étendue.

3° La tierce-assurance.

Nous allons exposer succinctement les conditions générales de chaque type de police, mais sans envisager les diverses clauses possibles dont le détail peut varier à l'infini. Nous limiterons strictement notre étude à ce qui intéresse le vétérinaire chargé d'estimer le montant de l'indemnité. Ces indications générales s'appliqueront ensuite facilement aux cas particuliers : il suffira de lire attentivement la police pour voir si oui ou non elle entre en jeu dans le cas envisagé.



Il est important de remarquer que dans les polices-accident, il n'est jamais spécifié qu'il s'agit de tel animal désigné individuellement comme dans les assurances-mortalité.

La police assure un attelage quel qu'il soit contre les accidents qu'il provoque ou qu'il subit selon le cas. Pour les cavaleries nombreuses, il est simplement indiqué : tant d'attelages à un cheval, tant à 2 chevaux, etc... pouvant circuler simultanément sur la voie publique. Mais le total des chevaux composant ces attelages peut ne pas correspondre au nombre de chevaux existant normalement dans l'écurie : il peut être supérieur si des attelages sont loués temporairement de temps à autre, ou même inférieur si des chevaux de relai sont constamment prévus.

Dans ces conditions la « valeur assurée » portée dans la police ne peut être qu'approximative. Elle constitue la limite de garantie, c'est-à-dire le maximum de ce que la Compagnie peut payer pour la perte totale d'un animal. Si le cheval a une valeur inférieure, l'indemnité est réduite à cette somme, car l'animal n'a payé de prime qu'en proportion de ce risque ; s'il a une valeur supérieure l'assuré reste son propre assureur pour le surplus. Nous reviendrons sur ce point, mais dès maintenant il apparaît que l'estimation portée sur la police ne constitue pas pour la Compagnie une reconnaissance de la valeur du cheval ; c'est simplement une base pour le calcul de la prime. Cette valeur est du reste toujours acceptée sur la déclaration de l'assuré sans que la Compagnie fasse jamais contrôler l'identité, l'état de santé ni la valeur des chevaux assurés.

I. — *Assurance directe.*

Par cette police, la Compagnie prend entièrement à sa charge le préjudice causé aux tiers par l'assuré. Dans ce cas la réparation doit être aussi complète que possible. En ce qui concerne le cheval blessé l'indemnité comprend : la perte de jouissance ou chômage, la dépréciation s'il y a lieu, et les frais de traitement.

Pour chaque sinistre la garantie de la Compagnie est acquise jusqu'à un maximum de 10, 20... 50.000 frs, fixé à l'avance. Si le dommage est supérieur, l'excédent est à la charge de l'assuré.

Naturellement si l'assuré a subi des dommages il peut s'en faire indemniser en attaquant lui-même directement l'auteur de l'accident.

II. — *Contre-assurances.*

Ces contrats concernent les accidents subis par l'assuré. Ils sont combinés généralement avec une assurance directe qu'ils complètent mais les deux polices sont tout à fait indépendantes au point qu'il arrive de les voir souscrire à des Compagnies différentes, ce qui crée évidemment quelques complications et multiplie les formalités au moment d'un accident.

L'exposé des conditions générales des divers types de contre-assurances va permettre de saisir facilement l'intérêt de ces contrats.

1° *Contre-assurance simple.* — La Compagnie s'engage à poursuivre à ses frais auprès des responsables le recouvrement de l'indemnité. Elle agit comme un simple agent d'affaires : elle établit la responsabilité avec les éléments que doit lui fournir l'assuré, fait estimer les dommages, perçoit l'indemnité et la verse intégralement à son assuré. Si l'accident est survenu par la faute de ce dernier, la Compagnie n'a pas à intervenir. Mais si l'auteur de l'accident est insolvable, la Compagnie indemnise son assuré de la dépréciation et des frais de traitement.

Ce genre de police est de moins en moins répandu : il n'intéresse que les grosses entreprises qui se munissent ainsi à peu de frais d'un service de contentieux complètement organisé.

2° *Contre-assurance étendue.* — Cette police entre en jeu lorsque, par sa faute ou non, l'assuré entre en contact avec le véhicule d'un tiers et de ce fait subit un dommage.

La preuve du contact doit être indiscutablement établie, soit par témoins, soit par la nature et le siège de la blessure dans quelques cas où le premier mode de preuve ne peut être fourni.

Ici l'assuré n'a droit qu'à une indemnité de dépréciation et généralement aux frais de traitement. La perte de jouissance ou chômage n'est jamais garantie en raison du taux élevé de prime que cela exigerait. Mais si l'accident est causé par un tiers responsable auquel la Compagnie peut

faire payer intégralement l'accident, il est évident que le propriétaire sera aussi indemnisé du chômage ; pour permettre ce recours il doit fournir à la Compagnie tous les renseignements utiles.

3° *Tierce-assurance*. — Cette police étend la garantie de la contre-assurance aux accidents survenus sans l'intervention d'un tiers et par suite aux cas où l'assuré ne peut fournir des témoins pour prouver le contact avec un tiers. Cette police entre donc en jeu notamment dans tous les cas de blessures survenant par collision avec les véhicules appartenant à l'assuré lui-même, chute sur le sol, contact avec des objets inanimés (murs, becs de gaz, voitures dételées, clous, etc...) en général dans toutes les blessures survenant par cas fortuit. C'est ainsi qu'outre les couronnements et clous de rue, sont généralement garanties les conséquences des glissades sans qu'il y ait eu chute sur le sol (entorse, écart) et même les efforts de tendons, bien que leur pathogénie rende cette interprétation très discutable. Sont seuls exclus les accidents dits d'écurie et, sauf clause spéciale, ceux qui surviennent aux chevaux non attelés, dans les locaux de l'assuré.

Enfin, l'assuré n'a pas besoin de témoins pour certifier la réalité de l'accident. Sa déclaration et la constatation des lésions suffisent à lui donner droit à l'indemnité. L'Assurance n'est cependant pas dépourvue de toute garantie contre les assurés qui invoqueraient un accident pour toucher une in-

demnité pour des tares anciennes. Cette fause déclaration constitue une escroquerie condamnée par l'article 405 du Code Pénal. Les tentatives de tromperies de ce genre si elles sont malheureusement très fréquentes, sont souvent difficiles à prouver, aussi les Compagnies se contentent-elles de résilier les contrats des assurés dont la moralité est apparue au moins douteuse dans de telles circonstances.

Les Assurances ne garantissent *ici aussi* que la dépréciation et le traitement, le chômage n'étant payé que s'il y a eu recours possible contre un tiers.

CHAPITRE VI

REGLEMENT DES ACCIDENTS

Les propriétaires se font généralement une idée très fausse de la façon dont se règlent les accidents subis par leurs animaux. Ils ne devraient pas perdre de vue qu'ultérieurement ils auront à faire la preuve de ce qu'ils avancent et en particulier qu'ils devront justifier le **montant de l'indemnité** qu'ils réclament. Ils sont les demandeurs et légalement c'est à eux qu'incombe la charge de la preuve.

Il leur faut donc pouvoir établir indiscutablement :

1° La valeur de l'animal au moment de l'accident.

2° La nature et l'origine des blessures reçues.

3° La durée du chômage et la dépréciation.

Le plus souvent ces constatations sont faites par le vétérinaire habituel du propriétaire et dans la majorité des cas, lorsqu'il s'agit de blessures peu

graves, cela est suffisant. En cas de contestations, des constatations ultérieures sont possibles. Mais lorsqu'un cheval est mort ou doit être abattu, il n'en est plus de même car après la disparition du cadavre, aucune vérification ne pourra être faite et le certificat délivré par le vétérinaire n'aura en droit strict qu'une valeur de renseignement, ce sera une pièce insuffisante pour établir indiscutablement le montant du dommage.

Un grand progrès serait déjà réalisé si plusieurs vétérinaires avaient examiné le cheval et rédigé un rapport. Une telle estimation serait susceptible en effet d'être acceptée sans arrière-pensée par les deux parties ou par l'expert s'il devenait ultérieurement nécessaire d'en nommer un. Cette façon d'opérer commode et peu coûteuse est trop rarement employée, souvent il est vrai faute d'y penser.

Pour obtenir une estimation inattaquable, il faut faire nommer un expert par le Tribunal Civil ou de Commerce ; c'est là une procédure à laquelle on a rarement recours, à tort du reste, pensons-nous.

On lui reprochait autrefois de nécessiter quelques jours de délai, temps pendant lequel les blessés souffraient et les cadavres se corrompaient. A Paris cette objection n'existe plus puisqu'un expert peut être nommé séance tenante, cependant à notre connaissance, jamais encore une nomination d'expert n'a été demandée dans cette forme.

Les Compagnies d'Assurances ont généralement des Vétérinaires attitrés auxquels elles s'en remettent pour faire ces estimations et constatations, ce qui permet fréquemment d'éviter la nomination d'experts par les tribunaux. C'est cette habitude qui a fait naître la conviction chez beaucoup que l'auteur d'un accident était tenu de venir constater le dommage ; il n'en est rien, ces visites ont simplement pour but d'éviter des frais d'expertises judiciaires, de faciliter une discussion ultérieure de la demande du lésé et surtout de permettre d'arrêter le traitement d'un animal sans valeur ou incurable, ce qui est à l'avantage des deux parties.

La mission du Vétérinaire-Expert, désigné par le Tribunal ou par les deux parties, comporte à l'origine deux points capitaux :

1° Estimation de l'animal au moment de l'accident.

2° Nature et origine des blessures.

Ultérieurement, après guérison, l'indemnité sera estimée selon les indications que nous avons données.

1° *Estimation.* — De nombreux propriétaires, lorsque leur cheval est tué, se figurent qu'ils vont toucher une indemnité représentant le prix d'achat d'un nouveau cheval et que c'est ainsi que le dommage sera estimé : « Vous avez tué mon cheval, disent-ils, payez m'en un autre ». C'est là une conception simpliste de la question doublée mê-

me d'une grosse erreur. Il arriverait fréquemment que le nouveau cheval serait beaucoup plus jeune que le blessé, il vaudrait donc plus cher, d'où bénéfice pour le propriétaire, ce qui est inadmissible et contraire au principe même de l'assurance.

Et quand bien même cette façon de faire serait possible, elle ne ferait que déplacer la question sans la résoudre, car il est évident qu'aussitôt mort tout cheval se trouverait paré d'un tel ensemble de qualités qu'aucun cheval vivant ne pourrait jamais les posséder.

L'indemnité ayant ainsi pour base la valeur du cheval au moment de l'accident, il est donc indispensable de fixer celle-ci d'une façon aussi précise que possible. C'est là un point important que l'on néglige trop souvent.

2° *Constataction des blessures.* — L'expert doit faire un examen complet de l'animal pour relever et décrire les moindres traces de blessure. Toutes peuvent avoir leur importance, soit au point de vue des complications ultérieures, soit qu'elles fournissent des renseignements utiles à l'enquête.

Lorsque le cheval est mort, il est toujours absolument indispensable d'en pratiquer l'autopsie pour pouvoir établir que l'accident est la cause certaine de la mort. La chute sur le sol est souvent due à la mort brusque de l'animal. En pareil cas le propriétaire ne manque pas de dire que son cheval s'est tué en tombant et qu'il y a donc eu accident ; seule l'autopsie permet de rétablir les faits.

Le cheval est tombé parce qu'il est mort et c'est très différent.

A la suite de l'examen ou de l'autopsie, le vétérinaire délivre à son client un certificat où il consigne ses observations et formule son pronostic ; mais sur ce dernier point il y a lieu d'être toujours très réservé, car des surprises heureuses mais le plus souvent néfastes, viennent contredire les prédictions les plus judicieusement établies. Il n'y a donc pas lieu ici, comme pour les certificats médicaux à la suite d'un accident de travail de préciser le nombre de jours de l'incapacité de travail.

Cette durée de chômage sera indiquée seulement au moment de la remise en service. La dépréciation sera estimée aussi à ce moment à moins que l'on ne juge plus sage d'attendre quelque temps pour être sûr qu'aucune complication n'est plus à craindre.

CONCLUSIONS

Lorsqu'un accident vient de se produire, le propriétaire doit remplir deux ordres d'obligations en dehors des déclarations à la Compagnie, recherches de témoins, etc... qui ne nous intéressent pas.

A. — La première de ces obligations est de s'efforcer de restreindre le dommage. Il y est contraint par l'article 381 du Code de Commerce et par des clauses expresses insérées dans la généralité des polices. Même en l'absence de celles-ci, cette obligation est absolument logique et l'assuré doit agir en pratique exactement comme s'il devait subir lui-même les conséquences de l'accident, en d'autres termes, il doit se conduire en bon père de famille.

En dehors des premiers soins absolument immédiats (nettoyage de la plaie, pansement compressif, par exemple) qui peuvent être donnés par les personnes présentes, le propriétaire doit faire appel à un vétérinaire qui donnera ou prescrira les soins nécessaires.

La responsabilité du propriétaire se trouverait engagée s'il tardait à agir ainsi et surtout s'il

avait recours aux offices d'un empirique. La plupart des polices de contre-assurance prévoient même dans ce cas la suppression de garantie comme sanction.

Dans tous les cas lorsque les soins voulus ne sont pas régulièrement donnés, le propriétaire engage sa responsabilité.

B. — L'assuré doit se préoccuper de fournir des justifications des indemnités qu'il réclamera.

Selon la gravité de l'accident, la conduite à tenir peut être différente. Trois cas se présentent, en effet :

1° Si le cheval a été tué ou que son abattage s'impose dans le plus bref délai, il faut en faire examiner le cadavre par un expert dont la nomination sera demandée d'urgence au tribunal ou par plusieurs vétérinaires qui rédigeront un rapport de leurs constatations.

Outre le signalement très précis de l'animal, il ne faudra pas omettre dans ce rapport l'estimation du cheval qui est le point capital. Dans tous les cas l'autopsie devra être pratiquée et les lésions décrites dans le rapport.

2° Les blessures sont graves mais ne mettent pas la vie de l'animal en danger ; il est préférable d'attendre et de prévenir la partie adverse de l'avantage qu'il y aurait à faire une expertise contradictoire.

Si au bout de quelques jours la situation s'aggrave ou que le cas ne paraisse pas curable éco-

nomiquement, on procède à l'abattage comme dans le cas précédent.

Dans le cas où les blessures seraient graves et apparaîtraient comme telles dès le début, nous pensons que l'auteur de l'accident serait en droit de se refuser à payer des frais qui ont été entrepris pour traiter un animal : si les frais arrivaient à être supérieurs à la valeur du blessé, le lésé aurait commis une faute dont l'auteur n'aurait pas à supporter le préjudice.

Bien entendu si ces frais sont provoqués par des complications imprévues, il n'en est plus de même.

Mais en pareil cas il est préférable pour éviter toute discussion ultérieure de livrer l'animal à la boucherie dès que le total des frais arrive à atteindre la valeur de l'animal au moment de l'accident.

3° Si les blessures sont d'une gravité moyenne ou légère, il n'y a qu'à les traiter et remettre le cheval en service aussitôt que possible. Mais si la partie adverse ne fait pas visiter le cheval peu de temps après l'accident, il est bon de faire faire une constatation de vétérinaire à ce moment pour établir la nature et l'origine des blessures. Un nouveau constat sera fait ultérieurement pour fixer le dommage, qui comprendra alors les frais d'immobilisation, de dépréciation et de traitement.

Ainsi se trouvent résumées les obligations du lésé ou de l'assuré après un sinistre.

Vu : le Doyen,

H. ROGER.

Vu : le Président de la Thèse,

BALTHAZARD.

Vu et Permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

MOUILLERON. — Collision entre véhicules. — *Recueil de Médecine Vétérinaire*, 1905.

DOCTEUR NICOLAS. — Essai sur la dépréciation marchande des chevaux couronnés. — *Compte rendu de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire*, 1921.

DOCTEUR NICOLAS. — Essai sur la dépréciation marchande des chevaux accidentés. — *Compte rendu de la Société Centrale Vétérinaire*, 1922.

ED. DECHAMBRE. — Comment évaluer la dépréciation subie par un cheval et le dommage consécutif à un accident. — *Compte rendu de la Société Centrale de Médecine Vétérinaire*, 1922.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE I. — Du chômage	11
CHAPITRE II. — De la Dépréciation	17
CHAPITRE III. — Complications ou incidents divers...	27
CHAPITRE IV. — Frais de traitement	33
CHAPITRE V. — Les contrats d'assurance	35
CHAPITRE VI. — Règlement des accidents	43
CONCLUSION	49
BIBLIOGRAPHIE	53

Impr. du Montparnasse et de Persan-Beaumont
80, Avenue Wilson, 80

PERSAN (Seine-et-Oise)
